



DG Trésor © - N° 193 – 3ème Trimestre 2018



La Lettre du Levant

Égypte, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Liban, Palestine, Syrie

ÉDITORIAL

N° 193 - 3ème Trimestre 2018

À l'heure où on aborde la dernière partie de l'année, les points saillants de l'actualité régionale peuvent être résumés sur les bases suivantes :

1. **L'Iran reste**, par la force des choses, **au centre de l'actualité**. La décision prise par le Président Trump de dénoncer le JCPOA a pour corollaire mécanique le rétablissement progressif des sanctions qui étaient applicables jusqu'à la fin du mois de janvier 2016. Une partie d'entre elles ont été rétablies à la fin du mois d'août, notamment dans le secteur automobile (ce qui n'est évidemment pas sans conséquence pour nos constructeurs (PSA et Renault)).

Une seconde vague de sanctions sera rétablie au début du mois de novembre. **Elle sera plus large et a toute chance de « mordre » davantage sur la situation économique et financière de l'Iran**, notamment parce qu'elle couvrira (entre autres) les transactions avec la *National Iranian Oil Company*. L'objectif visé est manifestement de diminuer sensiblement et rapidement, voire de tarir purement et simplement les exportations d'hydrocarbures (qui ont représenté 35% des recettes budgétaires et 58% des exportations de biens et services). **On saura dès avant la fin de l'année si et dans quelle mesure il a été atteint**, étant entendu que la dénonciation du JCPOA et le rétablissement d'une partie des sanctions américaines ont déjà eu des conséquences significatives sur le plan économique et financier (ralentissement marqué de l'activité ; dépréciation rapide et tendancielle de la parité IRR/USD ; reprise prononcée de l'inflation ; fuite des agents économiques vers les actifs réels, etc...)

2. La « Lettre du Levant » a jugé utile de faire le point sur la situation économique et financière de deux pays qui comptent parmi les plus importants de la région, **l'Égypte et l'Irak**.

2.1. Même si beaucoup reste à faire, notamment sur le terrain de l'ajustement structurel, **la situation de l'Égypte est aujourd'hui sans commune mesure avec ce qu'elle était il y a deux ans**. Le redressement qui a été engagé à la fin de l'automne 2016 a été à la fois profond et significatif. D'abord parce qu'une bonne partie des réformes qui n'avaient cessé d'être ajournées depuis des années ont été faites ou engagées (dévaluation massive de la monnaie locale, flottement du taux de change, relèvement marqué des tarifs publics). Ensuite parce que la situation des comptes extérieurs et, à un degré moindre, celle des comptes publics ont évolué dans le bon sens, que ce soit au cours de l'année fiscale 2016/2017 ou au cours de l'année fiscale 2017/2018. Enfin parce que les avoirs extérieurs de la Banque Centrale et la position nette en devises du système bancaire n'ont aujourd'hui plus rien à voir avec ce qu'elles étaient il n'y a pas si longtemps. *Last but not least*, **l'Égypte a renoué avec une croissance égale, sinon supérieure, à 5%**.

2.2. Même si la situation de l'Irak n'est pas ou pas encore stabilisée, comme l'attestent les événements intervenus dans la région de Bassorah ces dernières semaines, **elle n'en est pas moins à la fois bien différente et bien meilleure qu'elle n'a pu l'être jusqu'au début de l'année 2017**. D'une part parce que l'ensemble des informations disponibles permettent de penser que la situation sécuritaire s'est sensiblement améliorée, encore que Daech n'ait pas ou pas encore perdu toute capacité de nuisance. Ensuite parce que l'évolution enregistrée depuis le début de l'année par le prix du baril de pétrole et l'application (au moins partielle) du programme convenu avec le FMI ont permis d'améliorer plus rapidement et dans des proportions plus significatives que prévu la situation économique et financière. Le fait que les déficits « jumeaux » aient été résorbés, que le montant des avoirs extérieurs de la Banque Centrale évolue désormais à la hausse et que la croissance en volume du PIB ait tout chance d'être positive en 2018 en témoigne éloquemment.

Bonne lecture,

Jacques de LAJUGIE
Chef du Service Économique Régional



SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE L'IRAK

1. Entre la fin du premier semestre 2014 et les premiers mois de l'année 2017, **l'Irak a été confronté à une situation critique à tous égards** : montée en puissance et irruption de Daech, maintien de la violence politique et confessionnelle à un niveau élevé¹, effondrement du prix du baril sur le marché international des hydrocarbures, explosion des déficits jumeaux, diminution rapide et significative des avoirs extérieurs de la Banque Centrale, etc... L'horizon n'a commencé à s'éclaircir que dans la première moitié de l'année 2017. D'abord parce que la défaite militaire de Daech pouvait être considérée comme consommée. Ensuite parce que la violence politique et confessionnelle s'est stabilisée à un niveau élevé avant de commencer à baisser². Enfin parce que l'augmentation de la production et, plus encore, celle du prix du baril a permis de rétablir rapidement la situation des comptes extérieurs et celle des comptes publics.

2. Comme les chiffres et les prévisions disponibles à ce stade permettent de l'espérer, **l'amélioration enregistrée dans la seconde moitié de l'année 2017 est appelée à être à tout le moins confirmée, sinon amplifiée, en 2018.**

2.1. Même si l'emprise territoriale de Daech n'a plus rien à voir avec ce qu'elle était il n'y a pas si longtemps et bien que le contexte politique reste volatil, pour ne pas dire chaotique, comme on a pu le constater à Bassorah et, dans une moindre mesure, à Bagdad, **la situation sécuritaire continue à s'améliorer**. D'après les chiffres publiés par *Iraq Body Count*, le nombre des victimes civiles de la violence a été ramené de 11 661 au cours des huit premiers mois de l'année 2017 à 2 458 au cours des huit premiers mois de l'année 2018, **soit une diminution voisine de 79%**. Même s'ils sont calculés sur la base d'un périmètre différent, les chiffres publiés par la Mission d'Assistance des Nations Unies en Irak (UNAMI) vont dans le même sens³.

2.2. L'effet-volume⁴ et, plus encore, l'effet-prix⁵ jouant dans le bon sens, **ce qui est vrai sur le plan sécuritaire l'est également sur le plan économique et financier**. D'abord parce que la croissance en volume du PIB a toute chance d'être à la fois positive en 2018 (alors qu'elle avait été négative en 2017⁶) et comparable à celle de la zone ANMO⁷. Ensuite parce que les comptes publics ont toute chance d'être à tout le moins à l'équilibre, sinon excédentaires, ce qui serait une première depuis 2012 et aurait pour conséquence de ramener le poids relatif de la dette publique de 58% du PIB à la fin de l'année 2017 à un peu moins de 55% du PIB à la fin de l'année 2018. Enfin parce que le compte courant et la balance des paiements sont manifestement appelés à rester excédentaires⁸. Dans ce contexte, **les avoirs extérieurs (hors avoirs en or et en DTS) de la Banque Centrale devraient augmenter dans des proportions significatives**, comme c'est déjà le cas depuis le début de l'année⁹. Les projections disponibles permettent de penser que leur montant pourrait passer de 48,1 mds\$ (soit un peu moins de sept mois d'importations de biens et services) à la fin de l'année 2017 à 59,4 mds\$ (soit au peu plus de huit mois d'importations de biens et services) à la fin de l'année 2018. Sur le plan économique et financier, **l'Irak est en train de passer du mauvais côté au bon côté de la barrière**, et ce bien que le contexte politique ne soit manifestement pas ou pas encore stabilisé.

¹ D'après les chiffres publiés par *Iraq Body Count*, le nombre des victimes civiles de la violence s'est établi à 17 578 en 2015 et à 16 393 en 2016 (au lieu de 4 167 en 2010 et 4 162 en 2011).

² D'après les chiffres publiés par *Iraq Body Count*, le nombre des victimes civiles de la violence a été ramené à 13 187 en 2017, soit une diminution de 20%.

³ D'après les chiffres publiés par l'UNAMI, le nombre des victimes civiles de la violence politique et du terrorisme a été ramené de 2 795 au cours des huit premiers mois de l'année 2017 à 722 au cours des huit premiers mois de l'année 2018, soit une diminution supérieure à 24%. Quant au nombre des blessés, il a été ramené de 3 742 à 1 284 dans le même temps.

⁴ Les exportations de pétrole sont passées de 3,244 M de b/j au cours des huit premiers mois de l'année 2017 à 3,482 M de b/j au cours des huit premiers mois de l'année 2018.

⁵ Le prix moyen du baril exporté par l'Irak est passé de 46,32\$ au cours des huit premiers mois de l'année 2017 à 65,67\$ au cours des huit premiers mois de l'année 2018.

⁶ Les services du FMI estiment que l'évolution du PIB a été négative (à hauteur de 0,8%) en 2017 alors que la Banque Centrale estime qu'elle a été positive (à hauteur de 1%).

⁷ La croissance en volume du PIB s'établirait à 3,1% alors que celle de la zone ANMO atteindrait 3,2%.

⁸ D'après les prévisions les plus récentes des services du FMI, l'excédent de la balance courante s'établirait à 0,4 md\$ et celui de la balance des paiements à 11,2 mds\$.

⁹ Calculé hors avoirs en or et en DTS, le montant brut des avoirs extérieurs de la Banque Centrale est passé de 41,27 mds\$ (soit 5,8 mois d'importations de biens et services) à la fin du mois de juillet 2017 à 52,63 mds\$ (soit 7,2 mois d'importations de biens et services) à la fin du mois de juillet 2018.



3. Indépendamment des incertitudes qui pèsent encore sur la situation politique et sur la situation sécuritaire, **il ne reste pas moins plus d'une ombre au tableau**. D'abord parce que le contentieux (qui est à la fois d'ordre pétrolier et d'ordre financier) entre l'État Fédéral et le Gouvernement Régional du Kurdistan (GRK) reste entier, même si les transferts budgétaires de Bagdad vers Erbil ont repris à minima, et ce pour la première fois depuis le mois de mai 2015. Ensuite parce que les décisions « lourdes » qu'appelle urgemment la situation des banques publiques après l'audit dont leurs comptes ont fait l'objet n'ont toujours pas été prises et ne le seront manifestement pas à bref délai. Enfin parce que les relations avec le FMI sont au point mort depuis près d'un an, personne n'étant en mesure de dire si et quand la troisième « revue » du *Stand-by Agreement* (SBA) pourra être finalisée.

Jacques de LAJUGIE
(jacques.delajugie@dgtresor.gouv.fr)


ANNEXE 1
IRAK – INDICATEURS INTERNES

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (e)	2018 (p)	2019 (p)
PIB (mds\$)	88,8	131,6	111,7	138,5	185,8	218,0	234,6	234,7	179,8	171,7	197,7	223,3	233,4
PIB / Habitant (\$)	3 090	4 472	3 704	4 474	5 850	6 691	7 021	6 517	4 869	4 533	5 087	5 602	5 709
Évolution du PIB (%)	1,9%	8,2%	3,4%	6,4%	7,6%	13,3%	7,6%	0,7%	4,8%	11,0%	-0,8% ¹⁰	3,1%	4,9%
Inflation moyenne (%)	30,8%	2,7%	-2,2%	2,4%	5,6%	6,1%	1,9%	2,2%	1,4%	0,4%	0,1%	2,0% ¹¹	2,0%
Part des hydrocarbures dans le PIB (%)	62%	69%	53,7%	46,4%	55%	53,6%	45,9%	45,4%	33,3%	33,9%	38,6%	39,6%	37,8%
Production de pétrole (M de b/j)	2,04	2,29	2,34	2,38	2,65	2,95	2,98	3,14	3,72 ¹²	4,63 ¹²	4,47 ¹²	4,57 ¹²	4,80 ¹²
Exportations de pétrole (M de b/j)	1,59	1,82	1,87	1,91	2,17	2,35	2,35	2,6	3,35 ¹³	3,79 ¹³	3,80 ¹³	3,89 ¹³	4,08 ¹³
Prix moyen du baril exporté (\$)	63	91,5	55,6	74,2	103,6	106,7	102,9	96,5	45,9	36,0	49,3	53,3 ¹⁴	50,8
Solde public / PIB	7,8%	-0,9%	-12,7%	-4,2%	4,7%	4,1%	-5,8%	-5,4%	-12,3%	-13,9% ¹⁵	-2,3%	0,3%	-0,6%
Dette publique ¹⁶ / PIB	117,1%	74,2%	87,4%	53,2%	40,6%	33,8%	31,2%	32%	55,1%	64,4%	58,0%	54,7%	54,4%

Sources : FMI – Service Économique Régional.

¹⁰ La Banque Centrale évalue la croissance en volume du PIB à 1% en 2017.

¹¹ Calculée en glissement annuel, l'inflation s'établissait à 1,7% à la fin du mois de juin 2018.

¹² Le périmètre retenu par les services du FMI comprend la production de l'État Fédéral et celle du GRK (Gouvernement Régional Kurde). La production du GRK s'est établie à un peu plus de 562 000 b/j en 2016.

¹³ Le périmètre retenu par les services du FMI comprend les exportations de l'État Fédéral et celles du GRK. Les exportations du GRK auraient été ramenées d'un peu moins de 496 000 b/j en 2016 à un peu plus de 445 000 b/j en 2017.

¹⁴ Le prix moyen du baril exporté par l'Irak est passé de 46,32\$ au cours des huit premiers mois de l'année 2017 à 65,67\$ au cours des huit premiers mois de l'année 2018. Le prix moyen du baril exporté s'est établi à 65,67 \$ (au lieu de 46,32 \$ au cours des huit premiers mois de l'année 2017)

¹⁵ Alors que l'objectif défini dans le cadre du programme était de ramener le déficit public à 8,2% du PIB en 2016.

¹⁶ Dette brute (interne et externe) de l'État.



ANNEXE 2

IRAK – INDICATEURS EXTERNES

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 (p)	2019 (p)
Solde courant (mds\$)	0,8	20,9	-7,6	4,1	22,3	13,7	2,7	6,1	-11,6	-14,7 ¹⁷	1,4 ¹⁸	0,4	-3,7
Solde courant / PIB	0,9%	15,9%	-6,8%	3%	12%	6,3%	1,1%	2,6%	-6,5%	-8,6%	0,7%	0,2%	-1,6%
Balance des paiements (mds\$)	5,8	18,5	-5,85	2,3	19	9,7	-3,1	-23,4	-12,7	-6,18 ¹⁹	5,14	11,22	5,18
Avoirs extérieurs de la CBI (mds\$)²⁰	32,6	50,2	44,3	50,6	61,1	69,3	77,8	66,7	53,7	45,4²¹	48,1²²	59,4²³	64,4
Avoirs extérieurs CBI / Mois d'imp. b. et s.	13,2	12,4	9,9	10,6	9,5	9,8	10,8	10,9	9,2	7,6	6,7	8,1	8,6
Dette extérieure (mds\$)	100,9	93,8	89,8	60,9	60,9	60,3	59,3	58,1	66,1	63,9	68,0	77,5	83,3
Dette extérieure / PIB	114%	72,6%	80,4%	44%	32,8%	27,7%	25,3%	24,8%	36,7%	37,2%	34,4%	34,7%	35,7%
Flux d'investissement direct (mds\$)	0,97	1,86	1,6	1,4	2,08	3,4	5,13	4,78	3,32	0,146	-0,135 ²⁴	-	-
Flux d'investissement direct / PIB	1,1%	1,4%	1,4%	1%	1,1%	1,6%	2,2%	2,1%	2,1%	0,1%	-	-	-

Sources : FMI – Service Économique Régional

¹⁷ D'après la Banque Centrale, l'excédent dégagé par le compte courant serait passé de 1,064 md\$ en 2015 à 2,77 mds\$ en 2016.

¹⁸ D'après les chiffres publiés par la Banque Centrale, l'excédent du compte courant est passé de 2,77 mds\$ en 2016 à 13,95 mds\$ en 2017.

¹⁹ D'après la Banque Centrale, le déficit accusé par la balance des paiements aurait été ramené de 13,47 mds\$ en 2015 à 8,67 mds\$ en 2016.

²⁰ Ces chiffres n'incluraient pas les avoirs du *Development Fund for Iraq* (qui étaient évalués à 18,1 mds\$ à la fin de l'année 2012, à 2,4 md\$ à la fin de l'année 2015 et à 2,8 mds\$ à la fin de l'année 2016).

²¹ D'après les chiffres publiés par la Banque Centrale, les avoirs extérieurs (hors avoirs en or) de la Banque Centrale ont été ramenés de 54,46 mds\$ à la fin de l'année 2015 à 41,17 mds\$ à la fin de l'année 2016.

²² Calculés hors avoirs en or, le montant des avoirs extérieurs de la Banque Centrale est passé de 41,17 mds\$ à la fin de l'année 2016 à 44,3 mds\$ à la fin de l'année 2017. Il ne comprend pas les avoirs du *Development Fund of Iraq* (qui étaient évalués à 3,31 mds\$ à la fin de l'année 2017).

²³ Calculés hors avoirs en or et en DTS, le montant des avoirs extérieurs de la Banque Centrale est passé de 41,27 mds\$ à la fin du mois de juillet 2017 à 56,23 mds\$ à la fin du mois de juillet 2018.

²⁴ Chiffre arrêté au 31 mars 2017. Aucun chiffre disponible ultérieurement.



ANNEXE 3

IRAK : ÉVOLUTION COMPARÉE DU PRIX DU BARIL EXPORTÉ ET DU « *BREAKEVEN OIL PRICE* »

(\$)	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (e)	2018 (p)	2019 (p)
1) Prix moyen du baril exporté	91,5	55,6	74,2	103,6	106,7	102,9	96,5	45,9	36,0	49,3	53,3 ²⁵	50,8
2) <i>Fiscal Breakeven Oil Price</i> ²⁶	111,4	72,3	90	101,9	102,9	114,6	101,4	58,5	46,0	44,3	54,0	54,4
3) 1-2	-19,9	-16,7	-15,8	+1,7	+3,8	-11,7	-4,9	-12,6	-10,0	+5,0	-0,7	-3,6
4) <i>External Breakeven Oil Price</i> ²⁷	66,6	69,1	77,9	76,6	94,8	100,8	89,7	55,0	46,0	46,9	55,4	54,2
5) 1-4	+24,9	-13,5	-3,7	+27	+11,9	+2,1	+6,8	-9,1	-10,0	+2,4	-2,1	-3,4

Source : FMI – Service Économique Régional.

²⁵ Le prix moyen du baril exporté par l'Irak s'est établi à 65,67\$ au cours des huit premiers mois de l'année 2018.

²⁶ Prix du baril permettant d'équilibrer les comptes publics.

²⁷ Prix du baril permettant d'équilibrer la balance courante.


ANNEXE 4
IRAK – INDICATEURS COMMERCIAUX

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	7 M 2017	7M 2018
Commerce extérieur²⁸ :													
Exportations françaises (M€)	200	174	412	521	793	730	500	416	427	317	332	73	139
Importations françaises (M€)	1008	1473	838	999	834	1008	842	750	807	159	127	85	131
Solde bilatéral (M€)	-808	-1299	-426	-478	-41	-278	-342	-334	-380	158	205	-12	8
Taux de couverture (%)	20	12	49	52	95	72	59	55	53	199	261	86	106
Nombre d'entreprises exportatrices	239	260	470	546	558	647	826	939	788	939	n.d.	-	-
Parts de marché (%)²⁹ :												5 M 2017	5 M 2018³⁰
- Pays OCDE, dont :													
France	1,97%	1,24%	2,49%	2,57%	3,16%	2,73%	1,39%	1,20%	1,44%	1,21%	1,16%	1,10%	0,85%
Allemagne	3,16%	2,23%	3,59%	4,29%	4,46%	4,66%	3,85%	3,31%	3,23%	2,68%	2,34%	2,35%	2,28%
Italie	0,94%	1,50%	3,48%	2,14%	1,95%	2,32%	3,53%	2,77%	2,97%	2,38%	1,99%	1,91%	1,54%
Royaume-Uni	1,75%	1,34%	0,90%	1,07%	0,93%	1,28%	1,32%	1,34%	1,24%	1,03%	1,28%	1,32%	1,12%
États-Unis	11,35%	10,64%	7,57%	5,97%	6,88%	5,87%	4,24%	4,56%	5,77%	4,42%	3,68%	3,89%	4,22%
Japon	0,87%	1,03%	1,35%	1,13%	0,98%	1,03%	1,53%	1,27%	1,47%	1,19%	0,88%	0,86%	1,00%
Turquie	20,27%	19,62%	21,85%	21,91%	23,82%	30,94%	25,04%	23,57%	25,06%	26,60%	27,82%	30,83%	24,50%
Corée du Sud	1,51%	1,85%	3,35%	4,36%	4,40%	5,34%	4,14%	3,89%	4,18%	5,00%	4,70%	6,00%	5,40%
- Autres pays, dont :													
Chine	4,95%	6,01%	7,84%	13,07%	10,98%	14,05%	14,45%	16,76%	23,23%	26,97%	25,66%	25,75%	25,73%
Inde	1,83%	2,26%	2,02%	2,52%	1,91%	3,60%	1,95%	1,70%	3,33%	3,39%	3,81%	4,06%	5,88%
Russie	0,36%	0,40%	0,26%	0,38%	0,27%	0,82%	0,76%	3,67%	5,30%	3,19%	4,31%	1,06%	4,38%
Investissement direct (M€)³¹ :													
Stock d'IDE français en Irak	6,8	7,5	3,8	3,7	55,5	59,7	23,8	354,0	351,0	322,2	n.d.	-	-
Stock d'IDE irakiens en France	0,4	1,5	-2,0	-2,1	-27,6	-14,4	-2,0	0,4	-25,2	-8,4	n.d.	-	-

²⁸ Source : Direction Générale des Douanes.

²⁹ Source : FMI (*Direction of Trade Statistics*).

³⁰ Résultats provisoires.

³¹ Source : Banque de France.

**SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE L'ÉGYPTE****Résumé :**

1. **L'ajustement conjoncturel qui a été engagé à la fin de l'automne 2016 a porté ses fruits.** Même s'il mérite d'être poursuivi et approfondi, **la situation économique et financière de l'Égypte peut être considérée comme stabilisée.**
2. **Le moment est venu de compléter l'ajustement conjoncturel par l'ajustement structurel.** Les Autorités du Caire en sont manifestement conscientes. Reste à savoir jusqu'à quel point et à quel rythme elles sont et seront en mesure de le faire.

1. Même s'il mérite d'être poursuivi et approfondi, **l'ajustement conjoncturel qui a été engagé à la fin de l'automne 2016 a porté ses fruits.** La situation économique et financière de l'Égypte peut être considérée comme stabilisée.

1.1. Les déficits jumeaux ont diminué sensiblement plus au cours de l'année fiscale 2017/2018 qu'au cours de l'année fiscale 2016/2017, qu'il s'agisse du déficit public ou, plus encore, du déficit des comptes extérieurs.

1.1.1. Après être passé de 12,5% du PIB au cours de l'année fiscale 2015/2016 à 10,9% du PIB au cours de l'année fiscale 2016/2017, **le déficit public aurait été ramené à 9,8% du PIB au cours de l'année fiscale 2017/2018³²,** c'est-à-dire à son niveau le plus bas depuis l'année fiscale 2011/2012. Quant au solde primaire, il serait passé d'un déficit de 63 mds d'EGP (**soit 1,8% du PIB**) à un excédent symbolique de 4 mds d'EGP (**soit 0,2% du PIB**) dans le même temps. **Les chiffres publiés par le Ministère des Finances peuvent être considérés comme encourageants à cet égard.** Le déficit public serait passé de 283 mds d'EGP (**soit 8,2% du PIB**) au cours des dix premiers mois de l'année fiscale 2016/2017 à 298 mds d'EGP (**soit 6,9% du PIB**) au cours des dix premiers mois de l'année fiscale 2017/2018. Quant au solde primaire, il serait passé d'un déficit de 0,9% du PIB à un excédent de 0,2% du PIB dans le même temps.

1.1.2. L'amélioration des comptes extérieurs est encore, sinon sensiblement, plus prononcée que celle des comptes publics. D'abord parce que les informations disponibles permettent de penser que le déficit de la balance courante a été ramené de 15,3 mds\$ (**soit 6% du PIB**) au cours de l'année fiscale 2016/2017 à 6,9 mds\$ (**soit 2,8% du PIB**) au cours de l'année fiscale 2017/2018³³. Ensuite parce que les chiffres publiés par la Banque Centrale montrent que l'excédent dégagé par la balance des paiements au cours des neuf premiers mois de l'année fiscale 2017/2018 s'est établi à près de 11 mds\$³⁴. **Enfin parce que la position nette en devises du système bancaire s'est sensiblement améliorée.** Celle de la Banque Centrale est passée de 36,1 mds\$ (**soit 6,1 mois d'importations de biens et services**) à la fin du mois d'août 2017 à 44,42 mds\$ (**soit 6,8 mois d'importations de biens et services**) à la fin du mois d'août 2018. Quant à celle des banques commerciales, elle était positive à hauteur de 4,67 mds\$ à la fin du mois de mai 2018 alors qu'elle était négative à hauteur de 1,24 md\$ à la fin du mois de mai 2017.

1.2. Alors que l'ajustement prononcé du taux de change et l'ajustement des tarifs publics avaient porté le glissement annuel des prix de 13,6% à la fin du mois d'octobre 2016 à 33% à la fin du mois de juillet 2017, **il a été progressivement ramené à 13,5% à la fin du mois de juillet 2018,** ce qui a permis à la Banque Centrale de commencer à réduire ses taux directeurs et au taux d'intérêt des titres publics d'évoluer à la baisse à compter de l'automne 2017.

³² Alors que l'objectif associé au budget 2017/2018 était de ramener le déficit public à 9,1% du PIB.

³³ D'après les chiffres publiés par la Banque Centrale, le déficit de la balance courante a été ramené de 12,52 mds\$ (soit 4,9% du PIB) au cours des neuf premiers mois de l'année fiscale 2016/2017 à 5,32 mds\$ (soit 2,1% du PIB) au cours des neuf premiers mois de l'année fiscale 2017/2018.

³⁴ Les services du FMI évaluent l'excédent de la balance des paiements à 5,8 mds\$ au cours de l'année fiscale 2017/2018.



La donne a changé depuis la fin du premier trimestre. D'une part parce que l'appétit des investisseurs pour les marchés émergents a fortement diminué dans le sillage des problèmes rencontrés par l'Argentine et la Turquie. D'autre part parce que l'évolution du prix du baril, l'impact qu'elle a mécaniquement sur le prix des carburants et les mesures programmées par le Gouvernement en matière de tarifs publics ont amené à la fois les opérateurs de marché et, à un degré moindre, les agents économiques à anticiper une reprise de l'inflation dans le courant de l'été³⁵. Outre que le taux d'intérêt des titres publics a augmenté dans des proportions comprises entre 150 et 200 pb suivant les échéances dans le courant du second trimestre³⁶, la Banque Centrale n'envisage évidemment plus de toucher si peu que ce soit à ses taux directeurs. Elle vient d'ailleurs de le confirmer.

1.3. Pour la première fois depuis dix ans, la diminution des déficits « jumeaux » a permis de réduire le poids relatif de la dette publique. Les informations disponibles permettent de penser qu'il a été ramené de 103% du PIB à la fin du mois de juin 2012 à 92,4% du PIB à la fin du mois de juin 2018. Les services du FMI prévoient qu'il pourrait s'établir à un peu plus de 86% du PIB à la fin de l'année fiscale 2018/2019.

Il n'y en a pas moins des ombres au tableau. D'abord parce que le montant des intérêts payés au titre de la dette publique continue d'augmenter, que ce soit en valeur absolue ou en valeur relative³⁷. Ensuite parce que tel est également le cas de la dette extérieure, en partie parce que la dépréciation massive de la parité EGP/USD a mécaniquement gonflé son poids relatif par rapport au PIB³⁸. Enfin parce que le service de la dette extérieure absorbe et a toute chance d'absorber dans les années qui viennent une part croissante des exportations de biens et services³⁹. Même si le sujet mérite et méritera à l'évidence un suivi spécifique, **il n'y a pas pour autant péril en la demeure à ce stade.** D'une part parce que la dette extérieure de l'État ne dépassait pas 18,5% du PIB à la fin du mois de juin 2018⁴⁰, ce qui peut être considéré comme raisonnable. **D'autre part parce que son service est sans commune mesure par rapport à celui de la dette domestique**⁴¹. Les chiffres publiés par le Ministère des Finances montrent qu'il a été ramené de 49,2 mds d'EGP (soit 1,4% du PIB) au cours des dix premiers mois de l'année fiscale 2016/2017 à 49,1 mds d'EGP (soit 1,1% du PIB) au cours des dix premiers mois de l'année fiscale 2017/2018.

1.4. Le niveau de l'activité évolue dans le bon sens, comme en témoigne le niveau atteint par le *Purchasing Managers' Index* qui a franchi le seuil symbolique de 50 au mois de juillet et au mois d'août⁴². **Les données les plus récentes permettent de penser que la croissance en volume du PIB est passée de 4,2% au cours de l'année**

³⁵ Calculée en glissement annuel, l'inflation est passée de 11,4% à la fin du mois de mai à 14,4% à la fin du mois de juin, 13,5% à la fin du mois de juillet et 14,2% à la fin du mois d'août.

³⁶ Alors qu'il avait été ramené de 18,95% au mois de septembre 2017 à 17,71% au mois d'avril 2018, le taux d'intérêt des Bons du Trésor à 3 mois s'établissait à 19,3% au mois de septembre. La tendance a été la même pour ce qui concerne les Bons du Trésor à 6 mois, 9 mois et 12 mois.

³⁷ Les intérêts payés au titre de la dette publique sont passés de 317 mds d'EGP (soit 30,7% des dépenses publiques) au cours de l'année fiscale 2016/2017 à 434 mds d'EGP (soit 35,3% des dépenses publiques) au cours de l'année fiscale 2017/2018. Ils ont absorbé 53,6% des recettes budgétaires au cours de l'année fiscale 2017/2018. Le montant des intérêts payés au titre de la dette publique est passé de 251 mds d'EGP (soit 35,6% des dépenses publiques) au cours des dix premiers mois de l'année fiscale 2016/2017 à 304 mds d'EGP (soit 34,9% des dépenses publiques) au cours des dix premiers mois de l'année fiscale 2017/2018.

³⁸ Le montant de la dette extérieure serait passé de 55,8 mds\$ (soit 15,3% du PIB) à la fin du mois de juin 2016 à 86,9 mds\$ (soit 34,5% du PIB) à la fin du mois de juin 2018.

³⁹ Le montant du service de la dette extérieure est passé de 2,8 mds\$ (soit 5,5% des exportations de biens et services) en 2010/2011 à 7,3 mds\$ (soit 19,4% des exportations de biens et services) en 2016/2017. Il s'est établi à 12 mds\$ (soit 26,3% des exportations de biens et services) en 2017/2018. Les projections disponibles permettent de penser qu'il pourrait atteindre 14,7 mds\$ (soit 27,7% des exportations de biens et services) en 2018/2019 et 17 mds\$ (soit 29,4% des exportations de biens et services) en 2019/2020.

⁴⁰ Au lieu de 11,8% du PIB à la fin du mois de juin 2011 et 7,8% du PIB à la fin du mois de juin 2016.

⁴¹ Le service de la dette extérieure (principal + intérêts) de l'État a représenté 43,21 mds d'EGP (soit 1,6% du PIB) au cours de l'année fiscale 2015/2016. À titre comparatif, il s'est établi à 50,27 mds d'EGP (soit 1,2% du PIB) au cours des onze premiers mois de l'année fiscale 2016/2017.

⁴² Il n'avait pas dépassé 50 pendant deux mois consécutifs depuis 2014. Calculé en moyenne, il est passé de 46,6 au cours des sept premiers mois de l'année 2017 à 49,7 au cours des sept premiers mois de l'année 2018. Il s'établissait à 50,3 au mois de juillet et 50,5 au mois d'août.

fiscale 2016/2017 à 5,2% au cours de l'année fiscale 2017/2018, ce qui est sensiblement supérieur à la performance moyenne de la zone ANMO⁴³. Tel a toute chance d'être également le cas au cours de l'année fiscale 2018/2019⁴⁴.

Le fait que le taux de croissance ait été égal ou supérieur à 4% depuis l'année fiscale 2014/2015 a permis de « mordre » sur le taux de chômage. Calculé en moyenne annuelle, il a été ramené de 13,4% de la population active en 2013/2014 à 12,2% de la population active en 2016/2017. **La tendance est encore plus nette depuis un an**, en partie parce que la reprise du tourisme a pris de l'ampleur⁴⁵. Il aurait été ramené de 12,2% de la population active en 2016/2017 à 10,9% de la population active en 2017/2018.

2. Le moment est venu de compléter l'ajustement conjoncturel par l'ajustement structurel. Les Autorités du Caire en sont manifestement conscientes.

2.1. La détermination de la partie égyptienne à maintenir le cap de l'ajustement conjoncturel ne fait aucun doute. Même si beaucoup a été fait, **elle est consciente que beaucoup reste à faire**, notamment pour résorber progressivement le déficit public. Le fait que le budget de l'année fiscale 2018/2019 prévoit de le ramener de 9,8% du PIB à un niveau compris entre 8,1% et 8,4% du PIB en témoigne. Les mesures qui ont été prises récemment et qui le seront dans les mois qui viennent pour majorer les tarifs publics (le prix des carburants en tout premier lieu⁴⁶) également.

2.2. Comme en témoigne le rapport préparé par les services du FMI pour la troisième « revue » de l'*Extended Fund Facility* et les discussions dont il a fait l'objet, notamment dans le cadre du Conseil d'Administration, **le moment est venu de compléter l'ajustement conjoncturel par l'ajustement structurel**, l'objectif étant de jeter les bases d'une croissance durable et suffisamment soutenue pour absorber les 700 000 à 800 000 jeunes qui entrent chaque année sur le marché du travail. Les pistes évoquées par les services du FMI pour y parvenir (diminution du poids de l'État dans l'économie, cessions d'actifs publics, renforcement de la transparence, modification du statut et des pouvoirs de l'Autorité de la Concurrence, etc...) méritent à l'évidence d'être explorées.

Jacques de LAJUGIE
(jacques.delajugie@dgtrésor.gouv.fr)

⁴³ Les services du FMI évaluent la croissance moyenne de la zone ANMO à 2,2% en 2017 et à 3,2% en 2018.

⁴⁴ La croissance en volume du PIB devrait s'établir à 5,5% au cours de l'année fiscale 2018/2019 alors que celle de la zone ANMO est évaluée à 3,2% en 2018 et à 3,6% en 2019.

⁴⁵ D'après les chiffres publiés par le Ministère du Tourisme, le nombre des touristes serait passé de 3,067 M au cours des six premiers mois de l'année fiscale 2016/2017 à 4,732 M au cours des six premiers mois de l'année fiscale 2017/2018. Quant à celui des nuitées touristiques, il a presque triplé dans le même temps, passant d'un peu plus de 19 M à un peu plus de 52 M. Le montant brut des recettes touristiques serait passé de 2,84 mds\$ au cours des neuf premiers mois de l'année fiscale 2016/2017 à 7,25 mds\$ au cours des neuf premiers mois de l'année fiscale 2017/2018.

⁴⁶ Le programme convenu avec le FMI prévoit de porter progressivement le prix des carburants à un niveau qui permette de couvrir le coût des approvisionnements et de mettre en place un mécanisme d'indexation automatique (comme c'est le cas en Jordanie et au Liban).


Annexe 1
ÉGYPTE – INDICATEURS INTERNES

	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18 (e)	2018/19 (p)
Population (M d'hab.)	73,6	75,2	76,9	78,7	80,5	82,4	84,7	86,7	89,0	90,2	94,8	97,0	99,2
PIB (mds\$)	137,1	170,8	198,3	230	247,7	278,8	288,0	305,6	332,1	332,5	256	252,0	304,8
PIB / Habitant (\$)	1 863	2 271	2 579	2 922	3 077	3 383	3 400	3 525	3 731	3 686	2 700	2 598	3 072
Évolution du PIB	7,1%	7,2%	4,7%	5,1%	1,8%	2,2%	3,3%	2,9%	4,4%	4,3%	4,2%	5,2% ⁴⁷	5,5% ⁴⁸
Taux d'inflation ⁴⁹	11%	11,7%	16,2%	11,7%	11,1%	8,7%	6,9%	10,1%	11,0%	10,2%	23,5%	20,8% ⁵⁰	14,4%
Taux de chômage ⁴⁹	9,2%	8,7%	9,1%	9,2%	10,4%	12,4%	13,0%	13,4%	12,9%	12,7%	12,2%	10,9% ⁵¹	9,7%
Solde public / PIB	-7,2%	-7,4%	-6,6%	-7,9%	-9,3%	-9,9%	-13,3%	-11,8%	-11,4%	-12,5%	-10,9% ⁵²	-9,8% ⁵³	-8,1%
Dette publique ⁵⁴ / PIB	76,3%	66,8%	69,5%	69,6%	72,8%	73,8%	84,0%	85,1%	88,5%	96,9%	103,0%	92,4%	86,2%

Sources : FMI - Banque Centrale - Service Économique Régional.

⁴⁷ La prévision de croissance associée au projet de budget pour l'année fiscale 2017/2018 s'établit à 4,6%. Le Ministère des Finances estime que la croissance en volume du PIB serait comprise entre 5,3% et 5,5% au cours de l'année fiscale 2017/2018. D'après la Banque Centrale, elle s'est établie à 5,2% entre le premier semestre de l'année fiscale 2016/2017 et le premier semestre de l'année fiscale 2017/2018.

⁴⁸ La prévision de croissance associée au projet de budget pour l'année fiscale 2018/2019 s'établit à 5,8%.

⁴⁹ Moyenne annuelle.

⁵⁰ Calculée en glissement annuel, l'inflation s'établissait à 14,2% à la fin du mois d'août 2018.

⁵¹ Calculé en moyenne, le taux de chômage aurait été ramené de 12,2% de la population active au cours de l'année fiscale 2016/2017 à 10,9% de la population active au cours de l'année fiscale 2017/2018.

⁵² L'objectif associé au projet de budget était de ramener le déficit public à un niveau compris entre 9,8% et 10% du PIB.

⁵³ L'objectif affiché par le Ministère des Finances pour l'année fiscale 2017/2018 est de limiter le déficit public à un niveau compris entre 9,1% et 9,3% du PIB. Le déficit public serait passé de 283 mds d'EGP (soit 8,2% du PIB) au cours des dix premiers mois de l'année fiscale 2016/2017 à 298 mds d'EGP (soit 6,9% du PIB) au cours des dix premiers mois de l'année fiscale 2017/2018. Quant au solde primaire, il serait passé d'un déficit de 0,9% du PIB à un excédent de 0,2% du PIB dans le même temps.

⁵⁴ Dette interne + dette externe de l'État.


Annexe 2
ÉGYPTE – INDICATEURS EXTERNES

	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18 (e)	2018/19 (p)
Solde courant (mds\$)	2,7	-7,5	-4,4	-4,3	-6,1	-10,1	-6,4	-2,4	-12,1	-19,8	-15,6	-6,9 ⁵⁵	-8,1
Solde courant / PIB	2%	-1,4%	-3,8%	-1,9%	-2,5%	-3,6%	-2,2%	-0,8%	-3,7%	-6,0%	-6,0%	-2,8%	-2,6%
Balance des paiements (mds\$)	5,3	5,4	-3,4	4,3	-8,6	-17,6	0,4	1,8	6,1	-2,8	-2,1	5,8	-2,7
Avoirs extérieurs BC (mds\$) ⁵⁶	28,6	34,6	31,3	35,1	26,4	15,2	14,5	16,3	19,5	17,1	30,7	44,3	44,8 ⁵⁷
Avoirs extérieurs BC / mois d'imp. de b. et s. ⁵⁸	5,3	6,6	6,6	6,8	4,7	2,7	2,5	2,5	3,5	3,0	5,2	6,1	6,1
Dettes extérieures (mds\$)	29,7	33,9	31,5	33,7	34,9	34,4	43,1	46,1	48,1	55,8	79,0	86,9	91,5
Dettes extérieures / PIB	22,8%	20,9%	15,9%	14,7%	14,1%	12,5%	15,1%	15,1%	14,5%	18,3%	41,3%	34,5%	29,9%
Service dette / Exp. de b. et s. ⁵⁹	6,9%	4,6%	6,2%	5,5%	5,7%	5,7%	5,7%	6,7%	6,7%	14,4%	19,4%	26,3%	27,7%
Flux d'inv. direct (mds\$)	11,1	13,2	8,1	6,8	2,2	3,98	3,75	4,18	6,2	6,8	7,7	7,8 ⁶⁰	9,5
FDI / PIB	8,5%	8,1%	4,3%	3,1%	0,9%	1,4%	1,4%	1,4%	1,9%	2,0%	3,0%	3,1%	3,1%

Sources : FMI - Banque Centrale - Service Économique Régional.

⁵⁵ D'après la Banque Centrale, le déficit de la balance courante a été ramené de 12,52 mds\$ (soit 4,9% du PIB) au cours des neuf premiers mois de l'année fiscale 2016/2017 à 5,32 mds\$ (soit 2,1% du PIB) au cours des neuf premiers mois de l'année fiscale 2017/2018. Quant à l'excédent dégagé par la balance des paiements, il a été ramené de 10,98 mds\$ à 10,97 mds\$ dans le même temps.

⁵⁶ Y compris l'or.

⁵⁷ Calculé en termes nets, le montant des avoirs extérieurs de la Banque Centrale (or inclus) est passé de 36,1 mds\$ à la fin du mois d'août 2017 à 4441 mds\$ à la fin du mois d'août 2018.

⁵⁸ Importations de biens et services.

⁵⁹ Exportations de biens et services.

⁶⁰ D'après la Banque Centrale, les flux bruts d'investissement direct ont été ramenés de 6,57 mds\$ au cours des neuf premiers mois de l'année fiscale 2016/2017 à 6,02 mds\$ au cours des neuf premiers mois de l'année fiscale 2017/2018.



Annexe 3

ÉGYPTE – ÉVOLUTION DU DÉFICIT COURANT

	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016	2016/2017	9 mois 2016/2017	9 mois 2017/2018
Déficit courant										
- Dons inclus (mds\$) (% PIB)	-4,32 (-2%)	-6,09 (-2,6%)	-10,15 (-3,7%)	-6,39 (-2,2%)	-2,78 (-0,9%)	-12,14 (-3,7%)	-19,83 (-6,0%)	-15,58 (-6,1%)	-12,52 (-4,9%)	-5,32 (-2,1%)
- Hors dons (mds\$) (% PIB)	-5,27 (-2,4%)	-6,84 (-2,9%)	-10,78 (-3,9%)	-7,23 (-2,5%)	-14,67 (-4,9%)	-14,81 (-4,5%)	-19,93 (-6,0%)	-15,72 (-6,1%)	-12,6 (-4,9%)	-5,4 (-2,1%)

Source : Banque Centrale.



Annexe 4

ÉGYPTE – ÉVOLUTION DU DÉFICIT PUBLIC

	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016	2016/2017	10 mois 2016/2017	10 mois 2017/2018
Déficit public										
- Dons inclus (Mds d'EGP) (% PIB)	-98,04 (-8,1%)	-134,46 (-9,8%)	-166,71 (-10,1%)	-239,72 (-13%)	-255,44 (-12,2%)	-279,4 (-11,5%)	-339,5 (-12,5%)	-379,6 (-10,9%)	-283,6 (-8,2%)	-297,6 (-6,9%)
- Hors dons (Mds d'EGP) (% PIB)	-102,37 (-8,5%)	-136,75 (-10%)	-176,81 (-11,2%)	-244,93 (-14%)	-351,3 (-17,6%)	-304,9 (-12,5%)	-343,04 (-12,7%)	-397,3 (-11,4%)	-283,0 (-8,2%)	-297,0 (-6,9%)
- Solde primaire (Mds d'EGP) (% PIB)	-25,7 (-2,1%)	-49,4 (-3,4%)	-16,5 (-1%)	-92,7 (-5%)	-82,3 (-3,9%)	-81,3 (-3,5%)	-91,9 (-3,5%)	-62,5 (-1,8%)	-32,2 (-0,9%)	+6,7 (+0,2%)

Source : Ministère des Finances

BRÈVES DU LEVANT, D'IRAK ET D'IRAN

BREVES

ÉGYPTE

- *Fitch* a maintenu à l'identique la note souveraine (*Foreign Currency Issuer Default Rating*) de l'Égypte (B). Elle est assortie d'une perspective "positive".
- D'après Reuters, le montant des recettes touristiques est passé de 2,7 mds\$ au premier semestre 2017 à 4,8 mds\$ au premier semestre 2018, **soit une augmentation de 77%**. Quant au nombre des visiteurs, il est passé de 3,5 M à 5 M dans le même temps, **soit une augmentation de 41%**.

IRAK

- D'après les chiffres publiés par la Mission d'Assistance des Nations-Unies en Irak, **le nombre des victimes civiles de la violence politique et du terrorisme a été ramené de 2795 au cours des huit premiers mois de l'année 2017 à 722 au cours des huit premiers mois de l'année 2018**, soit une diminution supérieure à 74 %. Quant au nombre des blessés, il a été ramené de 3742 à 1284 dans le même temps.
- Calculé hors avoirs en or et en DTS, le montant des avoirs extérieurs de la Banque Centrale est passé de 41,21 mds\$ (**soit 5,8 mois d'importations de biens et services**) à la fin du mois de mai 2017 à 47,57 mds\$ (**soit 6,5 mois d'importations de biens et services**) à la fin du mois de mai 2018.

IRAN

- Calculée en glissement annuel, **l'inflation est passée de 8,6% à la fin du mois d'août 2017 à 24,2% à la fin du mois d'août 2018**.
- Le taux de change du dollar sur le marché parallèle a franchi pour la première fois le seuil des 145 000 IRR le 5 septembre. À titre comparatif, il s'établissait à 110 000 IRR pour 1 USD à la fin du mois d'août et à 60 000 IRR pour 1 USD au début du mois d'avril. **L'écart entre le marché officiel et le marché parallèle est désormais voisin de 250%**.

ISRAËL

- D'après le Bureau Central des Statistiques, **la croissance en volume du PIB s'est établie à 4% entre le premier semestre 2017 et le premier semestre 2018** (contre 2,5% précédemment).
- **S&P a relevé la note souveraine d'Israël de A+/A-1 à AA-/A-1+**. La perspective dont elle est assortie est « stable ».

JORDANIE

- Le *Jordan Investor Confidence Index* (indice qui est publié mensuellement par le *Jordan Strategy Forum*) a été ramené de 94,1 au cours des six premiers mois de l'année 2017 à 74,3 au cours des six premiers mois de l'année 2018.
- La dette publique est passée de 26,55 mds de JOD (**soit 92,5% du PIB**) à la fin du mois de juillet 2017 à 28,12 mds de JOD (**soit 93,1% du PIB prévisionnel de l'année 2018**) à la fin du mois de juillet 2018.

LIBAN

- **S & P a maintenu à l'identique la note souveraine du Liban (B-/B).** Elle reste assortie d'une perspective "stable".
- Le montant de la dette publique est passé de 76,45 mds\$ (**soit 148,4 % du PIB**) à la fin du mois de juin 2017 à 82,95 mds\$ (**soit 154,8 % du PIB**) à la fin du mois de juin 2018

PALESTINE

- Le montant de la dette publique a été ramené de 2,508 mds\$ (**soit 16,7% du PIB**) à la fin du mois de juillet 2017 à 2,379 mds\$ (**soit 14,8% du PIB**) à la fin du mois de juillet 2018.
- **Le taux de chômage est passé de 28% de la population active au premier semestre 2017 à 31,3% de la population active au premier semestre 2018.** Il s'est établi à 32,4% de la population active au second trimestre 2018 (au lieu de 29% de la population active au second trimestre 2017).

SYRIE

- D'après les chiffres publiés par le Haut-Commissariat aux Réfugiés, **le nombre des réfugiés syriens est passé de 5,046 M à la fin du mois de mai 2017 à 5,65 M à la fin du mois de mai 2018**, soit une augmentation voisine de 12% en un an. La Turquie (où vivent plus de 63% des réfugiés) reste le premier pays d'accueil.
- Calculé en monnaie constante, **le PIB aurait baissé dans des proportions voisines de 62% entre 2011 et 2017.**


INDICATEURS RÉGIONAUX

INDICATEURS INTERNES																		
	Population (M)			PIB/ habitant (\$)			PIB nominal (mds\$)			Croissance en volume du PIB (%) ⁶¹			Solde public (% du PIB) ⁶¹			Inflation moyenne (%) ⁶¹		
	2016 (e)	2017 (p)	2018 (p)	2016 (e)	2017 (p)	2018 (p)	2016 (e)	2017 (p)	2018 (p)	2016 (e)	2017 (p)	2018 (p)	2016 (e)	2017 (p)	2018 (p)	2016	2017 (e)	2018 (p)
Irak	37,9	38,9	39,9	4 530	5 082	5 409	171,7	197,7	215,8	11,0	-0,8	2,5	-13,9	-2,2	2,6	0,5	0,1	2,0
Iran	80,5	81,4	82,4	5 024	5 307	5 085	404,4	432,0	419,0	12,5	4,3	4,0	-2,3	-2,3	-1,4	9,0	9,9	12,1
Sous-total	118,4	120,3	122,3	4 866	5 234	5 191	576,1	629,7	634,8	12,1	2,7	3,5	-5,8	-2,3	0,0	6,5	6,8	8,7
Égypte	90,2	92,3	94,4	3 684	2 774	2 659	332,3	256,0	251,0	4,3	4,2	4,8	-12,5	-10,9	-9,2	10,3	23,3	21,0
Israël	8,5	8,7	8,9	37 376	40 000	40 629	317,7	348,0	361,6	4,0	3,4	3,5	-2,5	-2,9	-3,7	-0,5	0,2	0,5
Jordanie	7,0	7,1	7,3	5 529	5 704	5 829	38,7	40,5	42,55	2,0	2,0	2,0	-3,2	-2,6	-0,4	-0,8	3,3	1,5
Liban	4,5	4,5	4,6	11 200	11 667	11 870	50,4	52,5	54,6	1,0	1,5	2,0	-9,3	-8,9	-10,1	-0,8	4,5	2,5
Syrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Palestine	4,8	4,9	5,0	2 813	2 892	2 943	13,6	14,3	15,0	4,1	3,0	3,0	-8,0	-8,3	-7,8	-0,2	0,2	1,6
Sous-total	115,0	117,5	120,2	6 545	6 054	6 030	752,7	711,3	724,8	3,8	3,5	3,7	-7,5	-6,3	-6,0	4,2	9,0	7,8
Total (1+2)	233,4	237,8	242,5	5 693	5 639	5 606	1 328,8	1 341,0	1 359,6	7,4	3,1	3,6	-6,7	-4,4	-3,2	5,2	8,0	8,2

Sources : FMI et Service Économique Régional

⁶¹ Les moyennes ont été pondérées en fonction du montant du PIB nominal.



INDICATEURS EXTERNES											
	Solde commercial			Solde de la balance courante						Avoirs extérieurs de la Banque Centrale (fin 2017)	
	mds\$			mds\$			% du PIB			mds\$	Mois d'importations de biens et services ⁶²
	2016 (e)	2017 (p)	2018 (p)	2016 (e)	2017 (p)	2018 (p)	2016 (e)	2017 (p)	2018 (p)		
Irak	-3,1	13,1	15,1	-14,8	1,4	1,3	-8,6	0,7	0,6	48,1	7,2
Iran	21,0	24,6	33,9	16,3	18,4	29,2	4,0	4,3	7,0	120,7	15,8
Sous-total	17,9	37,7	49,0	1,5	19,8	30,5	0,2	3,2	4,8	168,8	11,5
Égypte	-32,2	-28,7	-24,3	-19,8	-15,6	-11,3	-6,0	-6,1	-4,5	30,7	5,5
Israël	-7,9	-4,1	-4,1	11,9	14,3	11,3	3,7	4,1	3,1	113	13,5
Jordanie	-9,5	-9,7	-9,7	-3,6	-3,4	-3,5	-9,3	-8,4	-8,3	14,8	7,7
Liban	-14,5	-16,3	-16,9	-9,4	-9,5	-9,2	-18,6	-18,1	-16,9	41,8	14,8
Syrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Palestine	-4,5	-4,6	-4,6	-1,3	-1,9	-2,0	-9,9	-13,1	-13,2	0,4	0,7
Sous-total	-68,6	-63,4	-59,6	-22,2	-16,1	-14,7	-3,0	-2,3	-2,0	200,7	8,4
Total (1+2)	-50,7	-25,8	-10,6	-20,7	3,7	15,8	-1,6	0,3	1,2	369,5	10,0

Sources : FMI et Service Économique Régional.

⁶² Moyenne arithmétique. Les moyennes des autres indicateurs ont été pondérées en fonction du montant du PIB nominal.



PETROLE										
Prix du baril Panier OPEP (\$)			Production MO (Membres de l'OPEP) (milliers de b/j)							
				Iran	Irak	Koweït	Qatar	AS	EAU	Total
Août 2017			Août 2017							
Valeur mensuelle	49,60		Valeur mensuelle	3 833	4 466	2 705	608	9 969	2 922	24 503
Moyenne 12 derniers mois	48,7		Moyenne 12 derniers mois	3 769	4 487	2 754	625	10 135	2 962	24 732
Août 2018			Août 2018							
Valeur mensuelle	72,3		Valeur mensuelle	3 584	4 649	2 802	615	10 401	2 972	25 023
Moyenne 12 derniers mois	65,6		Moyenne 12 derniers mois	3 792	4 470	2 721	604	10 068	2 891	24 546
Variation en %			Variation en %							
Valeur mensuelle	+46%		Valeur mensuelle	-6,5%	+4,1%	+3,6%	+1,2%	+4,3%	+1,7%	+2,1%
Moyenne 12 derniers mois	+35%		Moyenne 12 derniers mois	+0,6%	-0,4%	-1,2%	-3,4%	-0,7%	-2,4%	-0,8%

Source : OPEP

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Beyrouth (adresser les demandes à julien.velud@dgtrésor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication



Auteur : Service Économique Régional de Beyrouth

Adresse : Ambassade de France au Liban, rue de Damas
Espace des Lettres – Beyrouth - LIBAN

Abonnement par email :

julien.velud@dgtrésor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.